

« Il y a une ligne à ne pas dépasser »

MAJORITÉ Kris Peeters, vice-Premier CD&V, met en garde les partenaires N-VA et VLD

- ▶ Le vice-Premier ministre CD&V revient sur « les négociations très dures » sur le tax shift et le budget.
- ▶ Il fixe les priorités du CD&V pour la rentrée.
- ▶ Et met en garde ses partenaires N-VA et VLD...

ENTRETIEN

C'est l'homme au centre de toutes les attentions : Kris Peeters, vice-Premier ministre CD&V. Après dix mois aux affaires, quelle place son parti occupe-t-il au sein de la majorité suédoise ? Quel bilan après l'opération « tax shift » ? Quelle perception a-t-il de ses partenaires ? Le chrétien-démocrate flamand met les points sur les i...

L'idée domine : le CD&V n'arrive pas à imprimer sa marque au sein de ce gouvernement...

Mais je dirais que ce n'est pas toujours facile de convaincre les autres partenaires de gouvernement qu'un dialogue social est nécessaire pour avoir des mesures durables... Comme ministre de l'Emploi, je suis convaincu qu'un accord politique associant les partenaires sociaux est mille fois plus important, plus stable, qu'un accord sans eux. Je constate quand même que l'on a réanimé le « Groupe des Dix », qui ne se réunissait plus. Pour le reste, au CD&V, on avait demandé de trouver une solution sur le tax shift avant les vacances, ce qui a été le cas. C'est un élément très positif. Ceci encore : c'est un tax shift d'une

certaine envergure, ce que nous voulions.

Enfin, il faut savoir que nous avons défendu le volet emploi dans cette négociation : à certains moments des partenaires au gouvernement ont voulu accroître la dégressivité des allocations de chômage et également organiser un contrôle des ressources, par exemple pour vérifier si un chômeur a une maison, et supprimer ainsi ses allocations...

Vous avez dû vous battre sur ce sujet dans la négociation ?

Oui, on a dit : ça ne va pas du tout. Nous sommes là aussi pour défendre les groupes sociaux les plus faibles. Ce fut une discussion très dure. On nous a expliqué que si on n'était pas d'accord d'accepter de nouvelles mesures dans le domaine du chômage, ainsi que des économies budgétaires, alors la marge de manœuvre pour les prélèvements sur le capital se réduirait... Il a fallu négocier très durement pour convaincre les partenaires d'avancer quand même, avec la taxe sur la spéculation, l'augmentation du précompte mobilier, la taxe Caïman,...

Du chantage ?

Non, pas un chantage, mais une négociation très dure. Le jour de la conclusion de l'accord, le 23 juillet, nous avons été très étonnés, car vers 9 heures du matin, le site « Newsmonkey » a lancé des « shit lists », des « horror lists » de Kris Peeters et du CD&V, avec des mesures sur le capital que nous aurions demandées lors des discussions... C'était incroyable. Il avait été convenu d'orga-

niser une conférence de presse du gouvernement à 11 h 30, on ne devait rien dire, le Premier ministre devait parler, mais certains n'ont pas respecté les instructions. Ils ont communiqué afin de s'assurer qu'aucun journaliste ne puisse affirmer que le CD&V avait gagné : il y a un tax shift, plus de 5 milliards, etc. C'est très désagréable. Même si pour nous, c'est le résultat qui compte. Et là, je dois dire que j'ai beaucoup apprécié la position du MR dans toutes les négociations. Quand la N-VA et l'Open VLD ont demandé d'organiser une troisième dégressivité sur les allocations de chômage, on a bloqué, avec le MR, Charles Michel a dit lui aussi que ce n'était pas acceptable.

Avez-vous interpellé vos partenaires à propos de la contre-communication dont vous avez été victimes le 23 juillet ?

Oui. J'ai parlé avec Charles Michel, je lui ai dit que c'était inacceptable. Nous avons nous aussi des « listes », surtout dans le secteur social, j'ai donné quelques exemples... Ce qui s'est passé n'est pas très sage, mais bon, c'est la politique. Avec un petit « p ».

Vous gardez confiance dans cette coalition...

Oui, oui, évidemment.

Les syndicats repoussent le tax shift, la CSC et le Mouvement ouvrier chrétien ont parlé d'un « échec social et fiscal ».

Oui, mais nous sommes dans une phase où il faut concrétiser beaucoup

de choses. Le conseil des ministres de rentrée aura lieu le 28 août. Bon, moi je ne pars pas en vacances, on peut faire un kern avant, pas de problème... Pour nous, il y a une série de points très sensibles.

Quels sont-ils ?

La diminution des charges patronales de 33 % à 25 % et les bas salaires : je suis convaincu que l'on peut combiner une diminution linéaire des cotisations patronales tout en prévoyant des stimulations positives pour les bas salaires.

Deuxièmement : la neutralisation ou pas dans l'indexation de la hausse de la TVA sur l'électricité. Le Premier ministre l'a dit : ce n'est pas décidé. On va calculer l'impact pour les familles, les entreprises, les entités fédérées aussi, etc. D'après de premiers résultats, si on ne neutralise pas l'augmentation de la TVA, le saut d'index interviendra plus tôt, de deux ou trois mois. Normalement, le saut d'index est terminé en janvier 2017, et si on ne neutralise pas la TVA à 21 %, ce sera novembre ou décembre 2016. Notre position, au CDE&V : on

ne neutralise pas. Pas de second saut d'index.

Enfin, trois : il faut organiser techniquement la taxe sur la spéculation, etc. Nos experts sont au travail. Ils calculent, ils vérifient, afin que nous soyons prêts pour le conseil des ministres du 28 août. Concrétiser tout cela, ce ne sera pas du tout facile.

Quant au pouvoir d'achat, quid de la promesse de 100 euros pour tous ?

Il y a trois manières d'agir : biffer le barème de 30 % dans l'IPP, augmenter la quotité exemptée d'impôt, enfin le bonus social. On a décidé d'utiliser les trois instruments. Maintenant, on va voir concrètement comment faire. Il peut y avoir des conséquences énormes : par exemple, supprimer le barème des 30 %, cela peut avoir des effets très négatifs pour les entités fédérées, il faudra en parler avec elles. Donc, là encore, il y a des points très sensibles à régler.

La rentrée s'annonce chaude socialement...

En plus, il y a des élections sociales en mai 2016. Quand il y a des élec-

« Premier ministre ? Non, pas de regrets »

On présente le CD&V comme le parti de gauche du gouvernement. C'est comme ça désormais ?

(Rires.) Non, mais je suis convaincu que c'est nécessaire de trouver des solutions acceptables, pas seulement pour les employeurs mais aussi pour les syndicats, etc. Le gouvernement d'Elio Di Rupo a fait de bonnes choses, mais il faut aller au bout des réformes. Avec des mesures acceptables pour tous, et qui sont sociales. Alors on dit que le CD&V est le parti le plus à gauche du gouvernement... Etre convaincus qu'il est nécessaire de prendre des mesures justes, que les partenaires sociaux sont

très importants, si c'est cela être à gauche, alors... Mon avis, c'est que ce n'est pas être à gauche, mais normal.

Une question d'équilibre ?

Oui. Nous sommes des démocrates-chrétiens. La concertation sociale est dans notre ADN. Alors quand un ministre dit qu'il faut décider sans concertation, on dit non. Quand un autre dit qu'il faut diminuer les allocations de chômage, on dit non. Ça suffit !

Votre parti avait refusé le poste... Ce n'aurait pas été plus simple si vous

aviez été Premier ministre ?

(Rires.) Charles Michel a fait du bon travail. Pour le reste, je suis vice-Premier, responsable pour l'Emploi, c'est bien.

Pas de regret ? Vous auriez pu prendre les choses en main au « Seize »...

J'aime mon travail. Mais non, mais non, les jeux sont faits. Quand vous avez des frustrations, ce n'est pas très intelligent, très sage. J'ai une bonne relation avec Charles Michel. Il fait du bon travail. Point. ■

Propos recueillis par
D.Ci et B.Dy